



N° nnnnn*01

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE

DISPOSITIF DE MINIMIS A DESTINATION DES AGRICULTEURS REALISANT DES TRAVAUX DE MISE AUX NORMES DE LEUR(S) INSTALLATION(S) DE STOCKAGE DES EFFLUENTS D'ELEVAGE EN ZONE VULNERABLE HISTORIQUE

Règlement N°1408/2013 de la commission du 18/12/2013

**Avant de remplir ce formulaire, veuillez vous reporter à l'appel à candidatures correspondant
Veuillez envoyer votre demande à la DDT du siège de votre exploitation
Au plus tard le **JJ MM 2015****

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

N° SIRET : | | | | | | | | | | | | | | | |

DEMANDEUR INDIVIDUEL

Nom : _____ ; Prénom : _____

Date de naissance : _____

Adresse : _____

Code postal : | | | | | | | | Commune : _____

DEMANDEUR EN SOCIÉTÉ

Raison sociale : _____

Adresse : _____

Code postal : | | | | | | | | Commune : _____

Forme juridique : Veuillez cocher la case correspondante à votre situation et compléter le tableau ci-dessous

GAEC Précisez le nombre d'associés : | | | EARL : SCEA : Autres Veuillez préciser :

Nom et prénom des associés (*)	N° PACAGE	Date de naissance	Associé exploitant	Pourcentage de parts sociales détenues (**)
			Oui / Non	
			Oui / Non	
			Oui / Non	
			Oui / Non	

(*) Pour les GAEC, indiquer uniquement les associés demandant l'aide. Chaque associé devra compléter sa propre attestation de minimis (annexe 1 et 1 bis du présent formulaire)

(**) : Une copie des statuts à jour de la société sera fournie à la DDT(M) uniquement si elle n'en dispose pas déjà.

Capital directement détenu à plus de 50 % par des associés exploitants agricoles à titre principal oui non

Mon exploitation est une ICPE : soumise à déclaration soumise à enregistrement soumise à autorisation non

Date du récépissé de déclaration ou de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou d'enregistrement : _____

COORDONNÉES DE LA PERSONNE À Contacter

Nom: _____ ; Prénom : _____

Tél fixe : | | | | | | | | | | | | | | | | ; Mobile : | | | | | | | | | | | | | | | |

Mél : _____

DESCRIPTION DES TRAVAUX ET DU PROJET

Capacités de stockage détenues avant projet (au 1^{er} novembre 2013) :

Capacités de stockage minimales exigées indiquées dans le pré-DEXEL (ou le DEXEL) : _____ m³ et/ou _____ m²

Capacités de stockage du projet : _____ m³ et/ou _____ m²

Préciser succinctement les solutions techniques retenues pour la gestion des effluents de votre exploitation (type(s) de stockage prévu, système de traitement alternatif des effluents...etc.)

Déroulement prévisionnel des travaux :

Date prévue de début de projet : ____/ 20__ (mois, année)

Date prévue de fin de projet : ____/ 20__ (mois, année)

Réalisation en plusieurs tranches : Oui Non

Si Oui, détailler les différentes phases prévisionnelles :

MONTANT DES INVESTISSEMENTS PREVUS POUR LA MISE EN CONFORMITE AVEC L'ARRETE DU 23 OCTOBRE 2013

Libellé de l'investissement	Fournisseur	Auto-construction	Montant devis ² HT en euros	Date du devis ¹
		<input type="checkbox"/>	_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
		<input type="checkbox"/>	_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
		<input type="checkbox"/>	_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
		<input type="checkbox"/>	_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
		<input type="checkbox"/>	_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
		<input type="checkbox"/>	_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
		<input type="checkbox"/>	_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
		<input type="checkbox"/>	_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ / _ _ _ _
Études de conception et de maîtrise d'œuvre, diagnostics éventuels (DEXEL)			_ _ _ _ _ _ , _ _	
TOTAL			_ _ _ _ _ _ , _ _	

² ou factures des travaux réalisés à partir du 1^{er} novembre 2013

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL

Financiers sollicités	Montant (en €)
Montant de l'aide attendue au titre du dispositif de minimis en ZVH (zone vulnérable historique)	_ _ _ _ _ _ _ _ _
Emprunt (*)	_ _ _ _ _ _ _ _ _
Apport en auto-financement	_ _ _ _ _ _ _ _ _
Autre	_ _ _ _ _ _ _ _ _
Total général = coût global du projet	_ _ _ _ _ _ _ _ _

(*) : Si oui, le prêt est-il accordé par l'établissement bancaire ? _____

POIDS DE L'ENDETTEMENT

Poids de l'endettement : rapport entre les annuités des prêts professionnels (long et moyen) et l'excédent brut d'exploitation (EBE), apprécié au regard du dernier exercice comptable clos, selon la disponibilité des informations approuvées par les centres de gestion ou expert comptable.

Pour les exploitations au forfait, en l'absence de données permettant de le calculer, l'EBE est évalué à 40 % du CA dûment justifié.

Annuité Moyen-Long terme des prêts bancaires 2014 _____ €

EBE du dernier exercice clos (N) _____ €

RATIO _____ %

Montant du CA 2015 (**uniquement pour les élèves au Bénéfice forfaitaire**) _____ €

EXPLOITATION SOUMISE AU BÉNÉFICE FORFAITAIRE AGRICOLE

OUI

NON

CERTIFICATION DES DONNÉES COMPTABLES

Données fournies par un centre comptable	Données non certifiées par un centre comptable (cas uniquement des exploitations au forfait ne possédant pas de Centre de Gestion) Fournir des documents pour justifier les valeurs renseignées dans les tableaux ci-dessus : déclaration TVA, remboursement forfaitaire agricole, ...)
Nom du centre comptable et du comptable responsable : _____ J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus Signature et cachet du centre comptable :	J'atteste sur l'honneur de la sincérité des éléments renseignés ci-dessus Signature et nom de l'exploitant demandeur :

MONTANT DE L'AIDE SOLLICITÉE DANS LE RESPECT DU PLAFOND DE MINIMIS

- Dans le respect du plafond d'aides de minimis de 15 000 € permis au titre du Règlement (UE) n°1408/2013 du 18/12/2013 dit « de minimis agricole » (le cas échéant de minimis Entreprises, pêche et/ou SIEG,
- compte tenu des aides de minimis que j'ai perçues, ou que je vais percevoir, au cours des exercices fiscaux 2013, 2014, 2015, détaillées en annexe n°1 du présent formulaire (le cas échéant n°1bis),
- compte tenu de la grille de modulation de l'aide au titre du présent dispositif, prévue dans l'appel à projets régional,

je sollicite le montant d'aides de minimis au titre du présent dispositif : _____ (*)

(*) : Je suis informé que la somme des aides de minimis cumulées sur les 3 derniers exercices fiscaux (2013, 2014, 2015) y compris celles demandées que je n'ai pas encore perçues, ne doit pas dépasser le plafond de 15 000 € d'aides au titre du de minimis agricole (le cas échéant, le plafond qui s'applique à mon entreprise). Dans le cas contraire, l'aide sollicitée sera ramenée à zéro.

CRITÈRES DE SÉLECTION RÉGIONAUX

MENTIONS LÉGALES

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et en particulier ses articles 39 et 40, s'applique à cette publication et me donne droit d'accès et de rectification pour les données me concernant, en m'adressant à la direction gestionnaire. L'article 441-6 du code pénal puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, le fait de fournir sciemment une fausse déclaration ou une déclaration incomplète.

ENGAGEMENTS ET SIGNATURE

Je soussigné(e) (nom et prénom)* :

• **Atteste sur l'honneur**

- avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité,
- l'exactitude des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- être à jour de mes obligations fiscales et sociales,
- ne pas avoir demandé ou bénéficié de subvention pour les investissements objets de cette demande,
- avoir pris connaissance des sanctions encourues en cas de non respect des dispositions de la décision en vigueur,
- que mon exploitation n'est ni en liquidation judiciaire ni en procédure de sauvegarde, ni en redressement judiciaire ne disposant pas d'un plan arrêté par le tribunal,
- être informé que le plafond des aides de minimis est limité à 15 000 € par exploitation au titre de l'exercice fiscal en cours et des deux derniers exercices (Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture, dit « règlement de minimis agricole ») publié au Journal officiel de l'Union européenne L 352 du 24 décembre 2013.

• **m'engage à :**

- fournir à la DDT(M) les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier ;
- autoriser mon (mes) établissement(s) de crédit(s) et mon centre comptable à communiquer à l'administration tous les éléments nécessaires à l'étude et au contrôle éventuel de mon dossier ;
- conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire ;
- accepter et faciliter les contrôles.

Fait à _____, le _____ (obligatoire)

Signature du demandeur, du gérant en cas de forme sociétaire, de tous les associés pour les GAEC

**RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION
NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION**

N° DOSSIER : _____ DATE DE RÉCEPTION : |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

LISTES DES DOCUMENTS OBLIGATOIRES A JOINDRE À LA PRÉSENTE DEMANDE

Je joins à la présente demande les pièces justificatives dont je coche la case correspondante ci-dessous.

Pièces	Pièce jointe	Sans objet	Déjà fourni à l'administration
Cas des exploitations agricoles avec données comptables certifiées par un centre de gestion agréé ou un expert comptable : - Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur avec les données comptables (ou données comptables annexées au formulaire) certifiées (signature, qualité du signataire et cachet).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Cas des exploitations au forfait fiscal dont les données comptables ne sont pas certifiées par un centre de gestion ou un expert comptable : - Formulaire de demande d'aide complété, signé par le demandeur, comportant les données comptables (page 2 du formulaire), accompagné des documents permettant de justifier les valeurs renseignées dans le formulaire de demande, - Notification du forfait par l'administration, - Déclaration sur l'honneur attestant du régime forfitaire de l'exploitation - Déclaration TVA annuelle (vérification du CA)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Devis et/ou factures relatifs aux investissements de mise aux normes (accompagné d'une note explicative si besoin)	<input type="checkbox"/>		
Extraction(s) de(s) l'annuité(s) 2014 détaillée(s) par prêt bancaire précisant le nom du demandeur, certifiée par l'(les) établissement(s) bancaire(s) (le nom, la signature, la qualité du signataire ainsi que le cachet de l'établissement)	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Pré-DEXEL complété et signé correspondant aux capacités de stockage minimales exigibles, ou DEXEL	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation annexée au formulaire de demande d'aide et signée par le demandeur, dans laquelle il liste les aides perçues, ou demandées mais pas encore reçues par l'entreprise unique au titre du « de minimis » agricole pendant l'exercice fiscal en cours et les deux précédents (annexe n°1) dans le cas d'un GAEC, une attestation par associé, et une pour le GAEC	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, pour les entreprises ayant reçu, ou demandé mais pas encore reçu, des aides de minimis au titre d'autres règlements de minimis (règlement de minimis entreprise, de minimis pêche ou de minimis SIEG) la partie complémentaire de l'attestation en annexe n°1 bis .	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Le cas échéant, le pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire ou IBAN au nom du demandeur (exploitant individuel ou société)	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Autres documents selon spécificités régionales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>